

Strasbourg, le 10 avril 2006

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société CFF Recycling ESKA à STRASBOURG ;
Prescriptions complémentaires portant agrément des installations de broyage des
véhicules hors d'usage.**

Le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination de véhicules hors d'usage impose en son article 4 que les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leur détenteur qu'à des démolisseurs ou à des broyeurs titulaires d'un agrément. Cet agrément doit être délivré par voie d'arrêté complémentaire dans les conditions prévues par l'article 18 du décret du 21 septembre 1977.

La Société CFF Recycling ESKA, implantée 15 rue du Havre à STRASBOURG, exerce une activité de broyage de véhicules hors d'usage Depuis les années 1950.

La demande d'agrément a été déposée en date du 15 mars 2006, conformément aux termes de l'article 9 du décret susvisé et complétée en date des 24 mars et 3 avril 2006.

Le dossier de demande est conforme aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

La Société CFF Recycling ESKA est soumise à la législation sur les installations classées au titre de la rubrique n°286 (stockage et activités de récupération de déchets de métaux), et autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 18 mars 1976.

La surface du site est d'environ 24000 m² , dont environ 16000 m² utilisés par les installations..

Compte tenu de l'historique du site et de sa situation dans le périmètre rapproché du captage d'eau potable de Strasbourg Polygone, des prescriptions complémentaires sont également proposées au Conseil départemental d'Hygiène ; ces prescriptions complémentaires concernent :

- la surveillance des eaux souterraines et des rejets,
- la prévention du risque de pollution de la nappe phréatique,
- les modalités de gestion de l'ensemble des déchets,

Les installations mobiles de traitement des VHU doivent permettre de traiter ces déchets dans les conditions réglementaires.

Nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à la demande d'agrément, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté annexé au présent rapport.